

Non à la ferme usine des 1 000 vaches, oui à une agriculture paysanne et à la protection des lanceurs d'alerte

Lyon, le 23/06/2014.

Grâce à l'action déterminée des 36 élu·es régionaux Europe Écologie Les Verts et 11 élu·es Front de Gauche, le Conseil régional Rhône-Alpes défend une agriculture paysanne et de qualité.

Nous pensons en effet que seules des pratiques respectueuses de notre environnement (conditions d'élevage décentes, diversité et variété des cultures...) sont à même de permettre de valoriser le savoir-faire de nos paysans et d'assurer la préservation d'une agriculture diversifiée et durable.

Ces dernières années alors que coexistent déjà deux types d'agriculture, l'une familiale et l'autre « patronale », a émergé un nouveau modèle agricole : l'agriculture de firme, qui prône une industrialisation à outrance, une croissance illimitée (!), un raisonnement technico-économique de rentabilité et de profit à court terme, qui s'affranchit des questions de l'emploi, de la sécurisation des revenus et de la viabilité agricole, du bien-être des agriculteurs, sans parler des conditions d'élevage ou de sécurité sanitaire. Elle est le signe d'un projet global de financiarisation, néfaste à l'ensemble de la société et de la nature.

La ferme des 1 000 vaches¹ illustre ce modèle, aux antipodes de la vision que porte les élu·es régionaux Europe Écologie Les Verts et Front de Gauche. Le Ministre de l'agriculture, M. Le Foll s'est également exprimé en octobre 2013 en défaveur de ce projet au-delà de cette déclaration, il n'a rien mis en œuvre pour s'opposer à ce type de projet.

Ainsi, cette ferme-usine, et les projets qui vont dans le sens d'une concentration excessive, vont totalement à l'encontre des intérêts de la filière lait.

Pour ce seul projet, si l'on prend en compte la taille moyenne d'une exploitation agricole, la ferme-usine des 1 000 vaches avec ces six agriculteurs correspond à trente-cinq exploitations. Elle créera donc très peu d'emplois et ne contribuera pas à en maintenir d'autres, au contraire. Ce alors que l'agriculture française a un énorme potentiel de création d'emplois dans l'avenir, locaux donc non délocalisables.

Pire, elle confinera le lait à un statut de sous-produit, voire de déchet, car la production de gaz par méthanisation est l'objectif principal. Cette production, liée à des surfaces, crée **une concurrence directe entre productions alimentaires et énergétiques.**

Son exploitation causera aussi, mécaniquement, un effet de baisse sur le prix du lait payé aux éleveurs, ce alors que ce dernier est déjà insuffisant pour assurer ne serait-ce que l'équilibre financier des exploitations.

En l'absence d'une action publique adaptée, l'industrialisation croissante de l'agriculture, son hyperspécialisation, la disparition des quotas laitiers et la promotion d'une agriculture de firme risquent à l'horizon 2030 de contribuer à faire disparaître des dizaines de milliers exploitations agricoles en France.

Nous souhaitons donc remercier la Confédération Paysanne pour son travail d'alerte. Les élu·es régionaux Europe Écologie Les Verts et Front de Gauche estiment légitime l'action de démontage de la salle de traite, action au service de la mission d'alerte et de mobilisation de la confédération paysanne en sa qualité de syndicat.

S'agissant d'une action médiatique destinée à alerter l'opinion publique et les élu·es, nous demandons aux autorités d'abandonner les poursuites : il n'y a eu aucune intention criminelle, de violence ou de dégât causé.

Nous souhaitons aussi faire part au gouvernement de notre inquiétude sur le constat d'une forme de « criminalisation » des actions menées par les syndicats et associations. Des procédures juridiques sont en effet engagées alors même qu'ils agissent dans le cadre de leur mission de prévention et de lutte contre des dérives, abus et dangers, palliant et anticipant parfois l'action publique. Il apparaît donc nécessaire de protéger et de faciliter cette mission de lanceurs d'alerte via une loi dédiée.

¹ gigantesque étable implantée à Drucat-le-Plessiel près d'Abbeville (Somme).

Au nom des élu/es régionaux Europe Ecologie Les Verts et Front de Gauche,

Nous demandons au gouvernement

- de faire le nécessaire pour arrêter le projet des 1 000 vaches dès à présent ;
- de modifier le cadre juridique afin que des fermes usines ne puissent pas s'implanter sur le territoire français ;
- d'agir au niveau européen afin que cette interdiction soit appliquée à l'ensemble de l'Union ;

Nous demandons également aux parlementaires d'élaborer et voter les textes législatifs qui favoriseront l'exercice d'action et de prévention des lanceurs d'alerte.

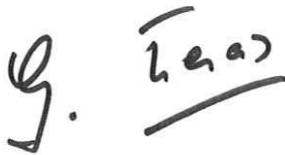
Au nom des 47 Conseillés(ères) Rhône-Alpes, nous affirmons notre soutien plein et entier à la Confédération Paysanne dans le cadre de sa mission d'alerte et de mobilisation contre le développement d'une agriculture de « firme ».



Olivier Keller
Président de la commission
agriculture / développement rural
Europe Ecologie Les Verts



Corinne Morel-Darleux
Vice-Présidente de la commission
agriculture / développement rural
coordinatrice des assises de l'écosocialisme
Parti de gauche



Gérard Leras
Conseiller spécial délégué à la politique foncière
Europe Ecologie Les Verts